

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : **4 heures + 1 heure**

COEFFICIENT : **7 + 2**

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

**Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 13 pages numérotées de 1/13 à 13/13.**

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit.

- **Sciences sociales et politiques pages numérotées de 9/13 à 11/13**
- **Économie approfondie pages numérotées de 12/13 à 13/13.**

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

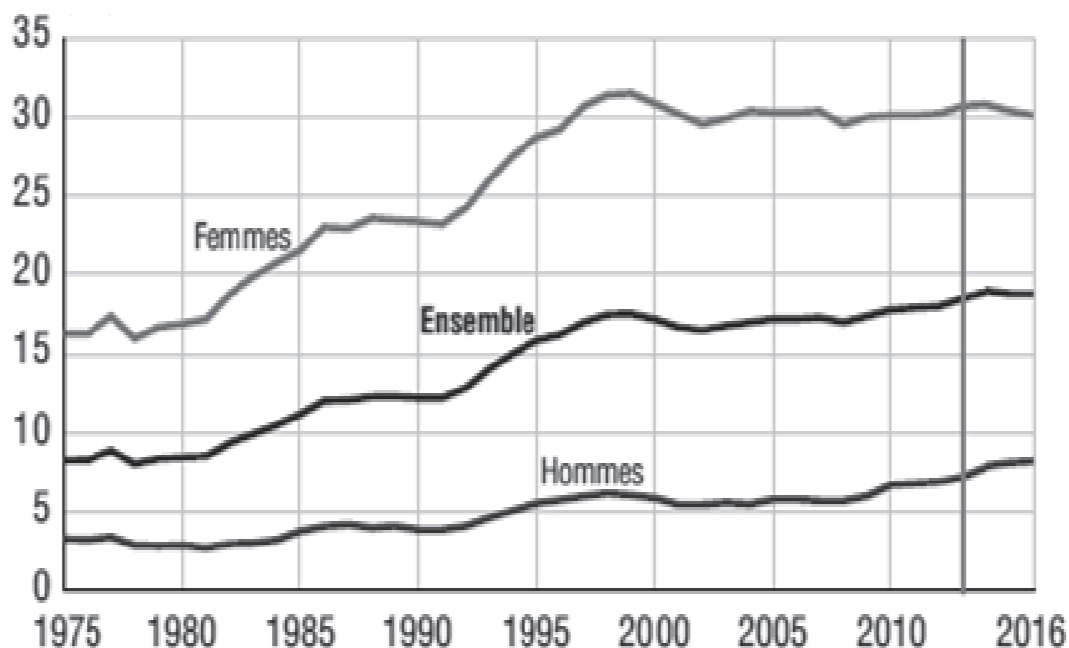
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Par quels mécanismes les inégalités économiques et sociales se renforcent-elles mutuellement ?

DOCUMENT 1

Proportion d'actifs occupés à temps partiel (en %)

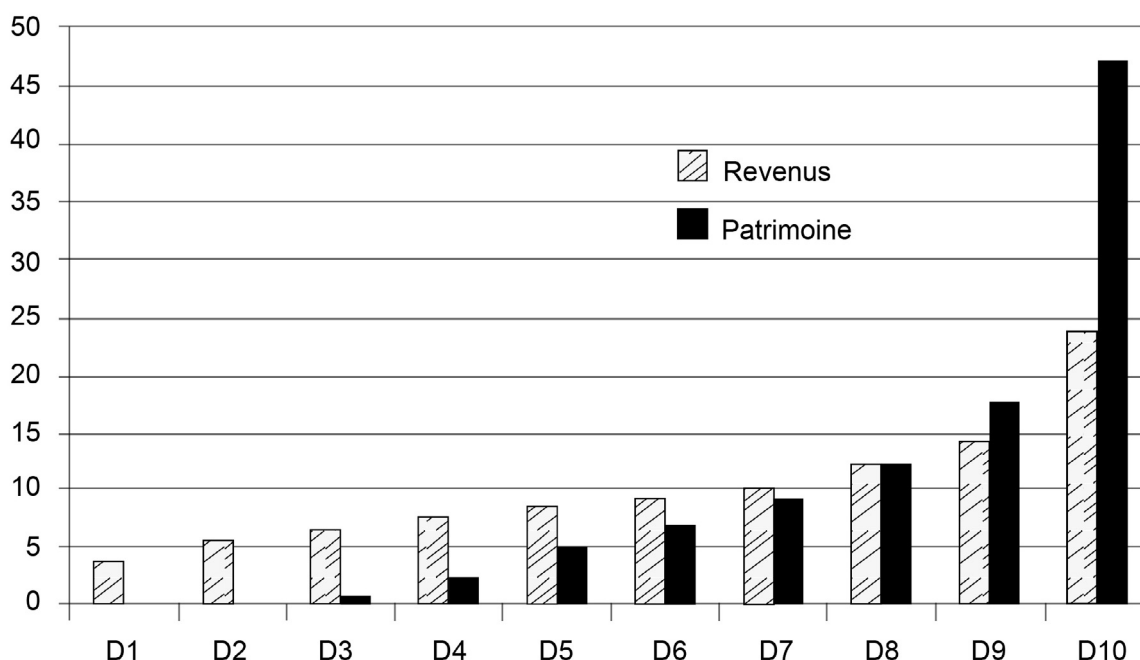


Champ : France métropolitaine jusqu'en 2013, France hors Mayotte à partir de 2014, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, 2017.

DOCUMENT 2

Ensemble des revenus et du patrimoine détenus par décile en 2014 (en %)



Source : « Réconcilier la France », Les avis du Conseil Économique Social et Environnemental, *Rapport annuel sur l'état de la France*, 2017.

Lecture : Les 10 % les plus aisés reçoivent 24 % de la masse totale des revenus et détiennent 47,2 % du total du patrimoine.

DOCUMENT 3

Plus haut diplôme obtenu en fonction de la position sociale des parents (en %)

En %	Deux parents cadres (57 000 individus)	Un seul parent cadre (106 000 individus)	Deux parents ouvriers ou employés (222 000 individus)
Bac + 5 ou plus	52	33	10
Bac + 3/4	17	19	10
Bac + 2	10	14	13
Diplômé du secondaire	19	30	52
Non diplômé	2	4	15
Ensemble	100	100	100

Champ : ensemble des jeunes de moins de 35 ans inscrits dans un établissement de formation en France en 2012-2013 dont la catégorie socioprofessionnelle des deux parents est connue.

Source : d'après « Quand l'école est finie, Génération 2013 – résultats de l'enquête 2016 », CÉREQ, 2017.

DOCUMENT 4

Pour l'ensemble des actifs, les premiers modes d'obtention d'un emploi en France sont les candidatures spontanées, suivies des relations et en troisième position les intermédiaires publics de l'emploi⁽¹⁾ [...]. Pour les jeunes, les réseaux jouent un rôle sensiblement plus important, compensant pour partie leur manque d'expérience et l'absence d'information sur leur productivité. Qu'ils soient professionnels, familiaux ou amicaux, ils sont des canaux efficaces pour l'insertion dans l'emploi : plus d'un jeune sur trois (35 %) de la génération 2010 a trouvé son premier emploi dans une entreprise qu'il connaissait auparavant pour y avoir effectué un stage ou y avoir déjà travaillé (28 % par une candidature spontanée, seulement 8 % par un intermédiaire : Pôle emploi, APEC⁽²⁾, etc.).

Source : « L'insertion professionnelle des jeunes », *DARES*, Janvier 2017.

⁽¹⁾ Intermédiaires publics de l'emploi : Pôle emploi par exemple.

⁽²⁾ APEC : Agence Pour l'Emploi des Cadres.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

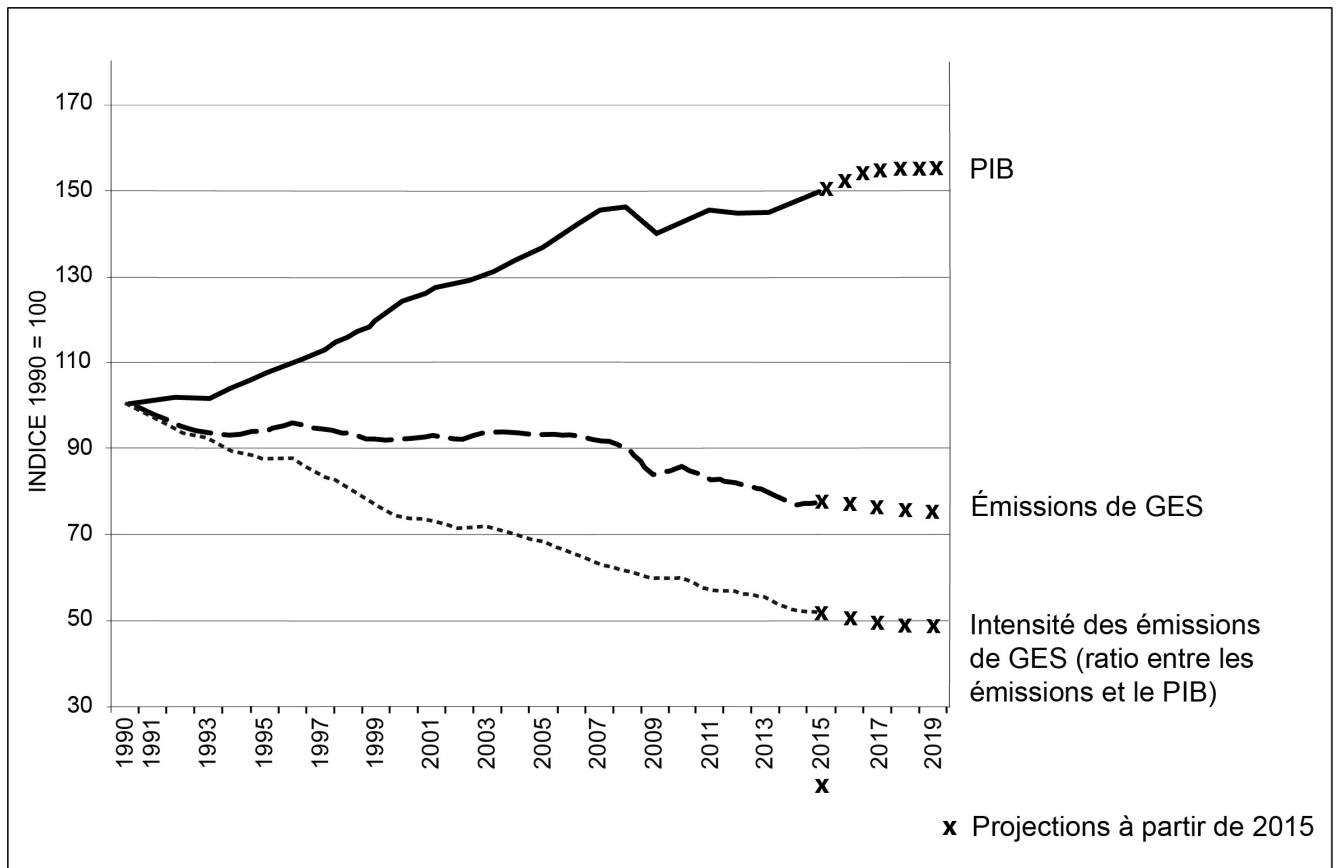
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez un mécanisme montrant que l'école contribue à l'intégration sociale des individus. (3 points)
2. Montrez que les partenaires sociaux contribuent à la fixation des salaires. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous caractériserez les évolutions qu'il met en évidence.

Évolution passée et projetée du PIB, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'Union européenne



Source : Commission européenne, Deuxième rapport sur l'état de l'union de l'énergie, février 2017.

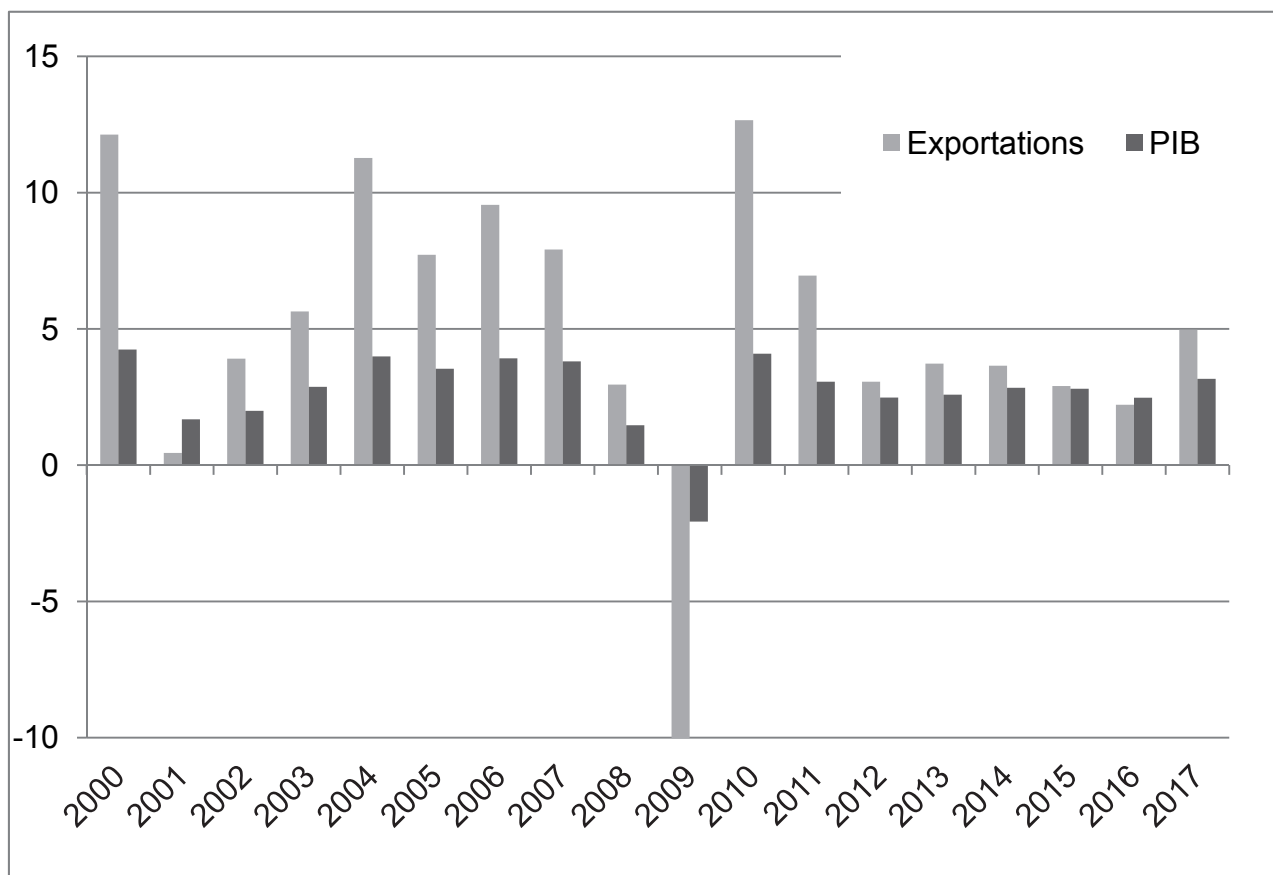
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les variations de la demande globale peuvent être à l'origine d'une crise économique.

DOCUMENT 1

**Évolution en volume du PIB et des exportations de biens et services
dans le monde (en %)**



Source : World Economic Outlook Database, FMI, avril 2018.

DOCUMENT 2

Dans un contexte d'atonie* généralisée de la croissance européenne et mondiale, l'économie française est confrontée à une faiblesse simultanée de l'offre et de la demande. Le risque, aujourd'hui, est que cette situation ne s'enracine et ne produise des dommages irréversibles à son fonctionnement. Une relance de l'investissement permettrait d'apporter à la demande le soutien dont elle a besoin. Pour autant, la France n'est pas à la traîne par rapport à ses principaux partenaires en termes de montants d'investissement, publics comme privés. Il s'agit donc surtout d'investir mieux, de façon à augmenter le potentiel de croissance du pays. [...]

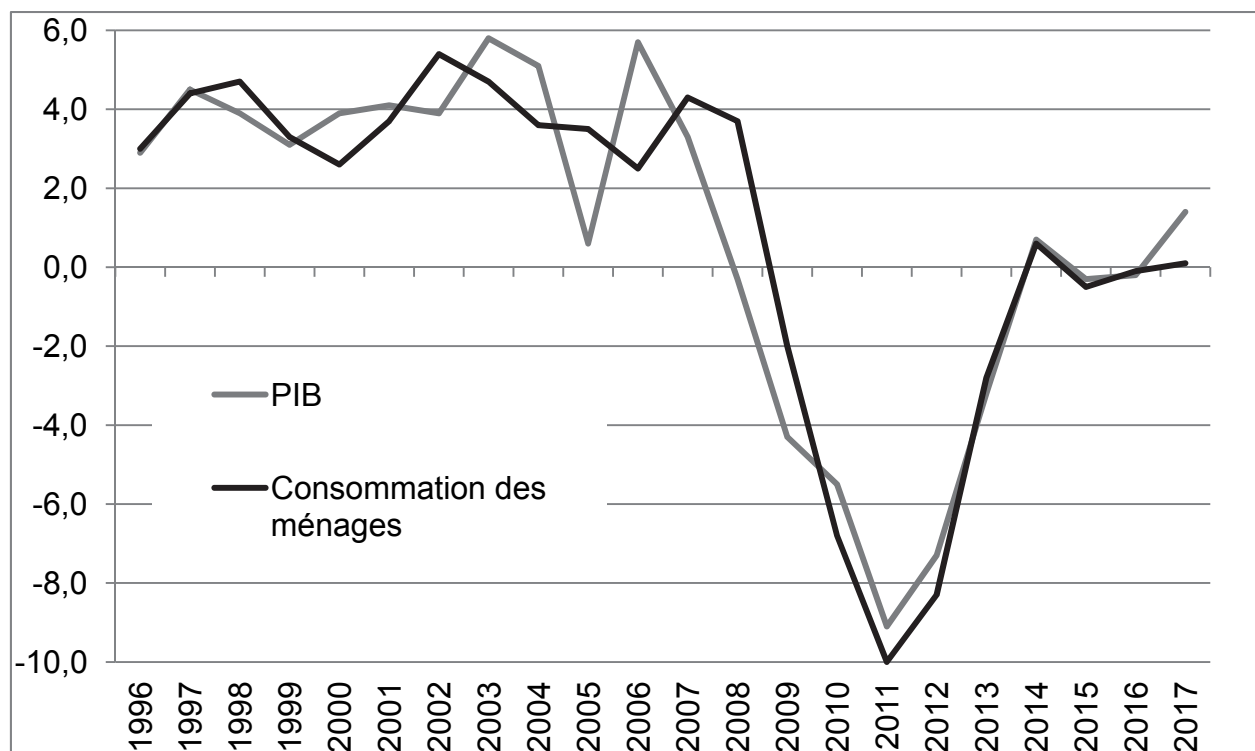
Huit ans après être sortie de la récession, l'économie française progresse toujours nettement en-deçà du rythme moyen de 2,3 % par an qui était le sien entre 1995 et 2007. Aujourd'hui, de nombreux économistes et organisations internationales craignent que cette situation, qui dépasse le cas de la France, ne s'enracine et ne conduise à un affaiblissement durable du potentiel de croissance [...]. Cette perspective est d'autant plus inquiétante qu'elle s'ajouterait à l'affaissement des gains de productivité [...] qui affecte tous les pays avancés.

Source : « Mieux investir au service de la croissance – Actions critiques 2017-2027 », Vincent AUSSILLOUX et Christophe GOUARDO, *Note d'analyse*, France Stratégie, Février 2017.

* Atonie : ici, synonyme de faiblesse.

DOCUMENT 3

Évolution en volume du PIB et des dépenses de consommation des ménages en Grèce (en % annuel)



Source : D'après Eurostat, 2018.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

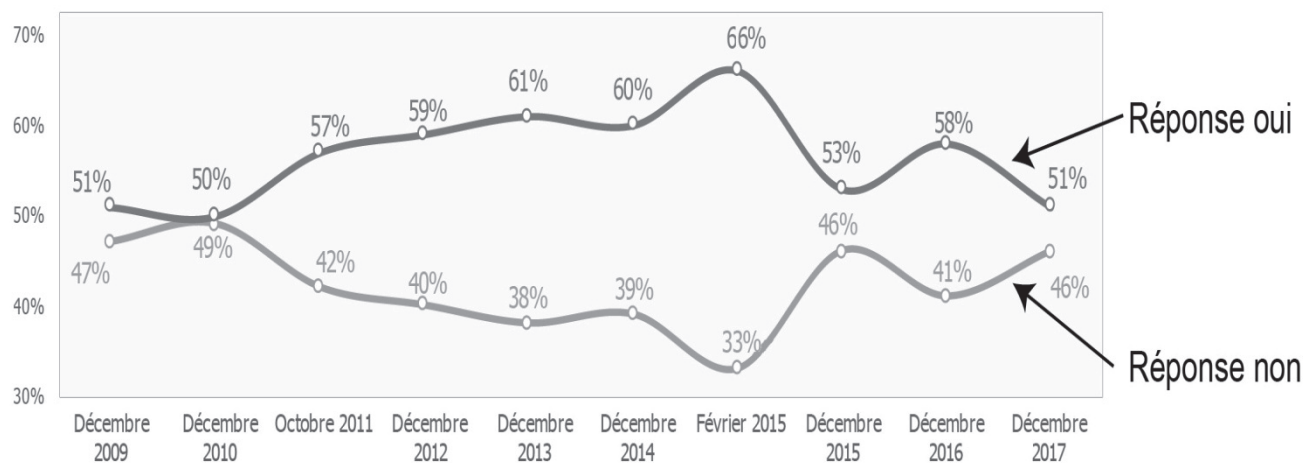
SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez que le vote n'est pas le seul moyen de participer à la vie politique.

DOCUMENT 1

Question posée : En ce moment, seriez-vous prêt(e) à participer à une manifestation pour défendre vos idées ? (en %)



Champ : Etude réalisée auprès d'un échantillon de 2 200 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus inscrites sur les listes électorales.

Source : Baromètre de la confiance politique-vague 9 (décembre 2017), SciencesPo, janvier 2018.

Note : l'enquête de février 2015 a été réalisée après les attentats de janvier 2015.

DOCUMENT 2

La montée de l'individualisation se manifeste donc par un rapport à la politique beaucoup moins conformiste qu'autrefois, on est plus critique, non seulement à l'égard des responsables politiques mais aussi à l'égard des institutions, et on le fait plus facilement savoir par des actions de type protestataire, portant sur des objectifs précis. La participation critique (pétitions, manifestations...) est donc croissante. D'après les enquêtes, beaucoup plus de Français et d'Européens ont déjà eu l'occasion de signer une pétition ou de participer à une manifestation. Les actions plus dures (boycott, grève sauvage, occupation de locaux) restent rares, le pourcentage de gens qui ont eu l'occasion d'y participer semble stable, mais moins de gens disent qu'ils excluent d'y avoir un jour recours. La légitimité de ces actions dures a donc plutôt progressé. Si les idéologies révolutionnaires se sont essouffées, la pratique de l'action protestataire paraît plus vivante que jamais et en France, on est socialisé à la manifestation dès le lycée.

Source : « La signification de l'abstention électorale », Pierre BRÉCHON,
HAL archives-ouvertes.fr, 2010.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

En quoi le régime politique croate a-t-il les caractéristiques d'un régime parlementaire ?

DOCUMENT**Article 71**

Le Parlement croate est l'organe représentatif du pouvoir législatif de la République de Croatie.

Article 94

Le Président de la République de Croatie représente la République de Croatie dans le pays et à l'étranger. [...]

Article 99

Le Président de la République et le Gouvernement de la République de Croatie coopèrent pour élaborer et mettre en œuvre la politique étrangère. [...]

Article 104

Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement et avec le contreseing* du Premier ministre, après consultation des représentants des groupes parlementaires, peut dissoudre le Parlement croate si, à la demande du Gouvernement d'un vote de confiance, le Parlement adopte une motion de défiance ou s'il n'adopte pas le budget général dans les 120 jours à compter de la date de son dépôt. [...]

Article 108

Le Gouvernement de la République de Croatie exerce le pouvoir exécutif, conformément à la Constitution et à la loi.

Article 110

Le gouvernement entre en fonction si la confiance lui est accordée par la majorité des députés du Parlement croate. [...]

À la suite de la décision du Parlement croate d'accorder la confiance au Gouvernement, le Président de la République prend la décision, cosignée par le Président du Parlement croate, de nommer le Premier ministre et le Premier ministre prend la décision, cosignée par le président du Parlement croate, de nommer les membres du Gouvernement.

Article 115

Le Gouvernement est responsable devant le Parlement croate. [...]

Article 116

Une motion de censure mettant en cause le Premier ministre, un membre particulier du Gouvernement ou le Gouvernement tout entier peut être demandée par au moins un cinquième des députés du Parlement croate. [...]

Si le vote de défiance au Premier ministre ou au gouvernement tout entier est approuvé, le Premier ministre et le Gouvernement démissionnent. Si un vote de confiance à un nouveau Premier ministre désigné et aux membres du Gouvernement proposés n'a pas lieu dans les trente jours, le Président du Parlement croate doit en informer le Président de la République. Après avoir reçu l'information du Président du Parlement croate, le Président de la République doit prendre immédiatement la décision de dissoudre le Parlement croate et d'organiser simultanément les élections du Parlement croate.

Source: Constitution de la République de Croatie.

* Contreseing : signature.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Quelles stratégies les entreprises mettent-elles en œuvre pour exercer un pouvoir de marché ?

Document

La Commission européenne a estimé que [les cinq principaux constructeurs de camions]* ont enfreint les règles de concurrence de l'Union européenne. Ces constructeurs se sont entendus pendant 14 ans sur les prix de vente des camions ainsi que sur la possibilité de répercuter sur les acheteurs les coûts de mise en conformité avec les règles plus strictes en matière d'émissions. La Commission leur a infligé une amende record d'un montant de 2,92 milliards d'euros.

La commissaire européenne chargée de la concurrence, Madame Margrethe Vestager, a déclaré à ce propos : « Aujourd'hui, nous avons frappé fort en infligeant des amendes records pour cette infraction grave. Dans l'ensemble, il y a plus de 30 millions de camions sur les routes européennes, qui représentent environ trois quarts du transport intérieur de marchandises en Europe et jouent un rôle essentiel dans l'économie européenne. Il n'est pas acceptable que [ces constructeurs], qui produisent à eux seuls environ 9 camions sur 10 en Europe, aient conclu une entente au lieu de se livrer concurrence. Ces sociétés se sont entendues sur les prix et sur la répercussion des coûts de mise aux normes environnementales sur les clients. »

[...] De 1997 à 2004, des réunions ont été organisées au niveau de l'encadrement supérieur, parfois en marge de foires commerciales ou d'autres manifestations. À cela s'ajoutaient des conversations téléphoniques. À partir de 2004, l'entente était organisée par l'intermédiaire des filiales des constructeurs de camions, les participants communiquant généralement par voie électronique. Les discussions entre les entreprises ont porté sur les mêmes sujets, à savoir les augmentations concernant le « barème des prix bruts », le calendrier relatif à l'introduction de nouvelles technologies d'émission et la répercussion sur les clients du coût de ces technologies.

La décision d'aujourd'hui souligne l'importance d'un marché concurrentiel fonctionnant normalement pour encourager le développement et la diffusion de technologies à faibles émissions d'un bon rapport coût-efficacité, qui constitue l'un des éléments de la future stratégie européenne en matière de mobilité à faibles émissions.

Source : Communiqué de presse de la Commission européenne, juillet 2016.

*Le véritable nom des entreprises a été supprimé.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET B

Quels sont les facteurs à l'origine des crises financières ?

Ce sujet comporte un document.

DOCUMENT

La mondialisation contribue [...] à expliquer la crise de 2007-2009. [...] Durant les années 2000, les capacités de production des pays émergents se sont ainsi fortement accrues, sans que leur demande suive [...]. Dès lors, l'offre mondiale a fini par connaître des surcapacités de production importantes puisque, simultanément, les pays développés se voyant contester leur propre production sur certaines gammes n'ont évidemment pas baissé leur propre niveau de production à due proportion ⁽¹⁾.

L'offre mondiale de biens et de services s'est ainsi retrouvée supérieure à la demande, avec pour corollaire une épargne mondiale très forte et supérieure à l'investissement [...]. Effectivement, les pays émergents épargnaient beaucoup puisqu'ils ne consommaient que peu et avaient des revenus en accroissement. Ils ont ainsi dégagé des excédents d'épargne considérables qui n'étaient pas suffisamment absorbés par un surcroît d'investissement interne. Les taux d'intérêt ont donc été structurellement bas parce que les capacités de financement mondiales étaient supérieures aux besoins de financement. Avec le retour à la croissance à partir de 2004, les emprunteurs comme les prêteurs sont donc entrés dans une phase euphorique oubliant les règles de prudence traditionnelles, tant au niveau de l'endettement, qui a dépassé les moyennes historiques, qu'au niveau des primes de risque, qui se sont dangereusement abaissées, comme dans toute bulle de crédit.

Source : « La crise financière : enseignements et perspectives », Olivier KLEIN,
Revue d'économie financière, 2015.

⁽¹⁾ : dans les mêmes proportions.